

Derniers numéros d'*Interventions*

Interventions #32 – février 2026

Crise de l'état-nation et politique des « zones d'influence », Temps critiques

[<https://www.tempscritiques.net/spip.php?article576>]

Interventions #31 – janvier 2026

Des conceptions naturalistes et réductionnistes du capitalisme.

L'extractivisme et autres notions en vogue, Temps critiques

[<https://www.tempscritiques.net/spip.php?article575>]

Interventions #30 – septembre 2025

Sur le 10 septembre, Temps critiques

[<https://www.tempscritiques.net/spip.php?article567>]

Interventions #29 – novembre 2024

La critique démunie. Le résultat des élections américaines ou la nécessité d'aller au-delà des idées convenues, Temps critiques

[<https://www.tempscritiques.net/spip.php?article548>]

INTERVENTIONS

#33 – février 2026

QUELQUES NOTES À PROPOS DU FASCISME QUI VIENDRAIT

Temps critiques

site : <https://www.tempscritiques.net/>

blog : <https://blog.tempscritiques.net/>

Correspondance postale
Revue Temps critiques
11, rue Chavanne
69001 LYON

Correspondance électronique
tempscritiques@free.fr

Abonnement

Écrire en précisant vos nom, prénom et
adresse complète.

Pour 1 numéro : 10 euros (port compris)

Pour 2 numéros :

– abonnement simple : 15 € (port compris)

– abonnement de soutien : à partir de 35 €

Chèque à l'ordre de Jacques Wajnsztein

11, rue Chavanne / 69001 Lyon

La rhétorique antifasciste a aussi été reprise par les grands partis dans leur tentative de faire échec au FN, par exemple en France. Mais ce n'est pas parce que la logique mitterrannique machiavélique — compter sur les voix perdues du FN pour diviser les voix de droite et faire gagner une gauche minoritaire — a été abandonnée à partir de 2002 et la victoire de Chirac que l'instrumentalisation ne continue pas avec divers fronts républicains supposés faire barrage, mais dont les ressources politiques et morales sont aujourd'hui épuisées. Quand elle passe par une certaine coopération avec des groupes antifas comme LFI avec la Jeune Garde, il y a alors contradiction chez cette dernière entre d'une part, une activité de terrain proche de celle de LFI en direction des populations « racisées¹⁵ » pour un antifascisme de masse permettant de sortir du ghetto culturel punk/skin/hooligan et de travailler avec la gauche électorale et les syndicats ; et d'autre part le maintien des pratiques opportunistes de baston plus ou moins affinitaires.

Si on les en croit, partis, médias et réseaux et de quelque bord politique qu'ils s'expriment, la terreur régnerait à Lyon, la « ville de l'extrême droite » pour les uns et c'est donc logique, la ville des antifas pour les autres. Un discours bien rodé et entretenu depuis les années 2000, dans une ville pourtant bien calme avant le 13 février 2026, surtout si on pense aux événements qui s'y sont produits et l'ont agitée pendant le mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019, puis celui de 2023 sur les retraites, enfin en protestation contre le meurtre de Nahel par la police.

Temps critiques, le 21 février 2026

¹⁵ – Ils sont présents dans la région lyonnaise, par exemple, au Tonkin à Villeurbanne, ils discutent avec les jeunes de La Duchère, aux Minguettes à Vénissieux.

n'est fasciste car il n'y a plus de danger ; tout est connu... et pas si grave. À Minneapolis, par exemple, les personnes qui résistent à l'ICE ne se préoccupent justement pas de la définition de ce qu'est le fascisme, mais tentent d'intervenir directement contre des mesures répressives jugées incompréhensibles et ressenties comme injustes, ou ressenties comme injustes parce que jugées incompréhensibles, les deux possibilités se conjuguant pour faire nombre et force.

En France, le mouvement des Gilets jaunes n'a pas traité l'État français de fasciste, mais a dénoncé ce qui lui apparaissait comme le retour des privilèges de l'ancien régime ; il n'était pas mû principalement par l'idéologie, fût-elle anticapitaliste, mais par des conditions objectives ressenties subjectivement comme tout à coup insupportables où c'est on ne sait quelle goutte d'eau qui fait déborder le vase (ici, l'augmentation du prix de l'essence) et dans leurs manifestations, les rares et brefs mais réels affrontements entre « fachos » et « antifas » en leur sein leurs étaient totalement incompréhensibles au début du mouvement.

Les affrontements actuels entre bandes-rackets qui se font plus ou moins passer pour des forces politiques en promouvant leur visibilité médiatique ne sont pas les signes de la guerre civile qui vient, de la même façon que les émeutes sans lendemain ne sont pas l'insurrection.

Pas de convergence possible en vue non plus entre d'un côté, des organisations de jeunesse qui n'existent plus, même s'il existe encore des jeunes dans des pays vieillissants, et de l'autre des vieux anciens combattants comme ont pu l'être, pour la France, les anciens de la guerre d'Algérie, mais à un degré bien moindre que dans l'Allemagne des années 1920 et 1930 et l'Italie des années 1920. L'OAS dans les années 1960, ce n'est déjà plus qu'un groupuscule malfaisant, alors que les corps francs allemands ou les squadristes italiens représentaient une force vive et massive. Et que dire d'organisations féministes ayant pignon sur institution qui craindraient les quelques militantes de Némésis, alors qu'elles s'entredéchirent avant tout entre elles ?

*L'art de la guerre, c'est de soumettre
l'ennemi sans combat*

Lao Tseu

À la fin des années 1960–début 1970, la lutte contre les fascistes n'est pas un créneau politique en soi, mais s'insère dans l'antimilitarisme alors très fort, qui s'oppose aux guerres impérialistes et coloniales. Elle ne passe ni par un front uni antifasciste, même s'il peut se réaliser ponctuellement comme à Nanterre en 1965-1966¹ ou à Lyon au début des années 1970, mais il ne recouvre pas une identité spécialisée et une activité à part entière. Les autres champs d'activité prédominent tels le syndicalisme étudiant, le lien avec les luttes d'usines où les luttes des immigrés dans les foyers Sonacotra et il s'agit simplement d'assurer notre sécurité de façon préventive plutôt que de passer à l'offensive. D'ailleurs dans beaucoup d'universités, l'extrême droite domine politiquement l'extrême gauche et la pousse à la défensive (par exemple en Droit à Assas surtout et aussi à Lyon, toujours en Droit).

Dès la fin des années 1960, une profonde transformation de la composition sociale des étudiants s'amorce et elle ira en s'amplifiant rapidement chaque année. Cette profonde transformation des universités, des écoles et des instituts achève la longue période de l'université de classe (309 000 étudiants en 1961-1962) et ouvre celle de l'université de masse (850 000 en 1968-1970). De cette nouvelle vague étudiante partira le mouvement de 1968 et en particulier les nouveaux campus, qui accueillent les nouvelles vagues d'étudiants, sont des lieux de vie puisqu'ils comprennent des cités universitaires et donc des enjeux poli-

1 – Dans *Nanterre 68, vers le mouvement du 22 mars*, Acratie, 1988, p. 74-76, Jean-Pierre Duteuil raconte la tentative de former ce front en 1965 et les difficultés à se mettre d'accord sur son organisation, qui se veut plus ou moins formelle et centralisée suivant les tendances. Dans un texte de 1966, le groupe de « Liaison des étudiants anarchistes » marque son écart par une « Adresse aux antifascistes » dans laquelle il proclame que l'unité antifasciste n'implique pas l'absence de débat (*op. cit.*, p. 77).

tiques d'implantation. Mais à l'époque, pas question pour nous de s'arroger des territoires, mais bien plutôt d'en éviter certains.

Dans l'après-guerre, le discrédit des extrêmes droites entraîne un repli des mouvements nationalistes et xénophobes sur la scène politique et pousse leurs militants à changer de paradigme pour se relancer. C'est dans cette perspective que des étudiants favorables à l'Algérie française ont créé en 1960 la Fédération des étudiants nationalistes. Ce courant s'oriente vers une stratégie européenne (voir le groupe *Jeune Nation* en faveur de la « civilisation européenne ») et l'idée de gagner le combat culturel, en chassant le marxisme d'universités où il est pourtant loin d'être dominant. Il faudra en effet attendre la réforme Edgar Faure de l'automne 1968 et l'après 1968 avec l'autonomie des universités et la participation étudiante dans les conseils, pour que, à l'image du Centre expérimental de Vincennes, un nombre significatif de présidents d'universités soient de gauche, soutenus par les syndicats de gauche enseignants et étudiants. Dans le creuset bouillonnant du Vincennes des années 1970, se rencontrent, s'allient ou s'opposent toutes sortes de courants porteurs d'un marxisme rénové et critique qui a bien peu à voir avec le marxisme dogmatique d'Althusser enseigné à Normale Sup' ; s'y activent aussi les philosophes et les psychanalystes, qui, sous le nom de déconstruction, des années plus tard aux États-Unis seront désignés comme porteurs de la *French Theory*.

Pour l'extrême droite, la défaite « culturelle » semble consommée et la tentative de regroupement s'avère problématique. En effet, Tixier-Vignancourt, le candidat à laquelle elle se rallie, n'obtient que 5 % des voix aux présidentielles de 1965, et le groupe Ordre nouveau peine à exister sur le terrain entre action légale ou illégale et affrontement avec des services d'ordre entraînés et équipés comme celui de la Ligue communiste, capable, par exemple, d'infliger une sorte de défaite militaire aux forces de l'ordre venues protéger un grand meeting d'Ordre nou-

Cette normalisation institutionnelle et idéologique ouvre naturellement une poussée plus à l'extrême droite, mais même celle-ci, si on se fie au nouveau parti (*Futuro Nazionale*) créé par l'ancien général des forces spéciales Roberto Vannacci, a lui aussi décidé de se présenter aux prochaines élections, alors qu'il ne se propose pas moins de remettre le monde à l'endroit, si on en croit son récent bestseller, *Il mondo al contrario*.

Toujours pour l'Italie, Gato Soriano critique la vision de Benedetto Croce, qui voyait dans le fascisme « une maladie morale de l'Italie » ; une conception que reprend Umberto Eco qui caractérise le fascisme avec pas moins de 14 critères qui mélangent allègrement ceux qui existaient avant toute existence du fascisme (le culte de la tradition, le refus du modernisme et notamment le rejet des Lumières et de la Raison, le machisme, le colonialisme¹⁴) et ceux qui existent aussi en démocratie (le machisme, la construction d'une identité nationale, le racisme, une novlangue).

LE CÔTÉ CONTRE-PRODUCTIF DE L'ANTIFASCISME

Si tout est fascisme dès qu'il y a autoritarisme de l'État ou de ses institutions régaliennes et interventions de ses forces de l'ordre, alors rien

qui précèdent la Seconde Guerre mondiale des populismes — héritiers du fascisme — qui acceptent le cadre « démocratique » des élections tout en maintenant une mystique du chef et des pratiques de type totalitaire. Il donne entre autres l'exemple du péronisme argentin, né de la crise du régime libéral-démocratique, qui s'impose par voie électorale et accepte de laisser la place sans violences majeures (pp. 170-174).

14 – La note 18 de Soriano (*ibid.*) est éclairante : « Je pense notamment au colonialisme italien qui se développe en Afrique orientale bien avant le fascisme — et est imbibé de racisme — et, à l'opposé, aux positions exprimées par Pino Rauti au début des années 1990, soutenant que le fascisme est une communauté d'esprit et pas de race, au moment où la Ligue du Nord de Umberto Bossi construisait sa fortune électorale sur un racisme de café du commerce. C'est justement à ce moment-là que le parti néofasciste de Rauti (le MSI) fait son pire score électoral de tout l'après-guerre ».

fascisme¹² ». Ce qui est pour le moins porteur de confusion, d'autant que Pasolini croit distinguer dans la société de consommation un nouveau fascisme bien plus puissant parce que moins politique et plus civilisationnel. Là aussi, les termes de fascisme et d'antifascisme utilisés à la sauce personnelle brouillent les pistes, plus qu'ils n'éclaircissent la question. À la limite, plutôt que la référence à la société de consommation pourrait-on faire valoir aujourd'hui que le pouvoir des réseaux sociaux et des médias de tous ordres peut agir dans le sens d'une fascisation des esprits sans qu'elle passe par un mouvement de masse et la conquête d'institutions et d'associations, une sécurité de plus en plus privatisée, etc.

Mais est-ce que cela suffit à produire du fascisme qui vient ? La multiplication des chaînes poubelles de télé est-elle plus fasciste, aussi fasciste ou aussi peu fasciste que la chaîne unique publique de l'ordre gaulliste, alors que nous sommes visiblement, comme nous l'avons dit plus haut, au crépuscule de la politique ?

Le FN n'est jamais arrivé au pouvoir et le RN n'y est pour le moment pas. Mais si on regarde ce qui se passe en Italie, depuis plusieurs années déjà, les anciens fascistes de l'Alliance nationale, dédouanés par Berlusconi, mais aussi la Ligue du Nord, qui a été plusieurs fois au gouvernement (et maintenant Meloni avec son mouvement *Fratelli d'Italia*), acceptent l'alternance électorale, même quand ça ne les arrange pas¹³.

12 – Dès 1945, plus de vingt avant Pasolini, Amadeo Bordiga vise plus juste lorsqu'il affirme : « Le pire héritage du fascisme, c'est l'antifascisme ». Il percevait le rôle non négligeable de l'antifascisme dans les recompositions politiques en Europe après la Seconde Guerre mondiale, mais son affirmation suppose une continuité effective entre le fascisme historique et l'antifascisme d'après 1945, alors qu'il y eut une profonde discontinuité exprimée par Pasolini : « un fascisme archaïque qui n'existe plus et qui n'existera plus jamais ».

13 – cf. Gato Soriano, note 25 du texte « Le fascisme, vraiment ? » publié dans le n° 355 de *Courant alternatif*, de décembre 2025. Il cite Federico Finchelstein, dans *Dai fascismi ai populismi. Storia, politica e demagogia nel mondo attuale*, Roma, Donzelli, 2019, qui distingue nettement les fascismes

veau² à Paris en juin 1973. De la même façon, le mouvement italien des années 1968-78, dans sa caractéristique principalement opératoire, ne cède pas à cette spécialisation antifasciste, alors même que certains de ses cadres ou militants les plus âgés ont participé à la résistance (Feltrinelli et les GAP) ou sont fils de résistants comme à Sesto San Giovanni dans la banlieue de Milan où ont lieu, comme à Rome ou à Gênes, des affrontements de terrain dans les quartiers populaires avec de nombreuses victimes et des morts, mais dans le cadre d'un affrontement plus vaste ressortissant clairement de la lutte des classes, pour ne pas dire de la guerre de classes. Erri de Luca, responsable du Service d'Ordre du groupe *Lotta continua* pour Rome à l'époque, posera cette question de l'antifascisme dans le mouvement à partir de sa propre position singulière³.

Même si les staliniens (dans leur caractérisation du gaullisme), puis les maoïstes qui avancent la notion de fascisation de l'État bourgeois, commencent à voir des fascistes partout, la menace est assez mince et les tendances les plus radicales et violentes veulent davantage porter leur attaque au cœur de l'État, telles la Fraction armée rouge en Allemagne, les Brigades rouges en Italie, la Gauche prolétarienne puis Action directe en France.

À partir des années 1980 et dans une constellation théorique, éditoriale et universitaire particulièrement favorable à la gauche dans la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest se manifeste paradoxalement une

2 – Il succède en 1969 à Occident, qui a été dissout en juin 1968, et est la prémisses du futur Front national.

3 – cf. Erri de Luca, préface au livre de Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La révolution et l'État* (Dagorno, 2000). Il considère l'activité antifasciste comme secondaire, mais « contenant une charge émotive d'indignation, de passion, qui la rendait inévitable. À la formation de tout caractère révolutionnaire préside une déchirure d'émotion, de colère, de honte pour une impuissance propre. Les analyses des situations historiques lui donnent par la suite poids et sens, mais initialement c'est un coup de fouet dans le système nerveux » (p. 10).

nouvelle droite, intellectuelle d'abord, qui diffuse ses idées à travers la renaissance de grands partis issus de l'extrême droite fasciste, mais en rupture relative avec elle, particulièrement dans leur recherche de respectabilité parlementaire. C'est en contrepoint de ce renouveau que se développent, surtout dans la jeunesse, des organisations spécifiques comme le SCALP (Section carrément anti-Le Pen) puis Ras l'front et No Pasaran pour la France ; mais les orientations y restent encore assez traditionnellement gauchistes et les notions de référence restent globalement communes à l'intérieur de ce qui apparaît comme deux camps rendus irréductibles par l'histoire de leurs affrontements et idéologiquement séparés par un corpus non seulement solide mais cohérent et homogène. On n'y retrouve donc pas encore ce caractère identitaire que va prendre l'idéologie antifasciste des années 2000 dans sa forme « antifa ». Cette dernière s'avère d'ailleurs congruente au contexte de guerre des identités qui fait désormais florès.

La défaite du dernier assaut prolétarien, l'écroulement du bloc soviétique et de son système de référence d'un côté, l'*aggiornamento* des anciens partis fascistes en une droite populiste respectueuse d'une démocratie limitée à tendance autoritaire de l'autre, ont réduit les anciens groupes politiques d'extrême droite et d'extrême gauche à des pratiques de racket appliquées au champ politique⁴ de la société capitalisée, sous la forme de « bandes-racket » qui se concurrencent de façon quasi clientéliste et à une marginalisation de type identitaire qui n'est plus définie par le moindre critère politique dans une situation générale de « crépuscule de la politique » (Tronti). L'ancien affrontement politique défini par des lignes de classes clairement définies (à tort ou à raison, ce n'est pas la question ici) et dans le cadre de luttes de masse a tendance à s'effacer au profit de luttes bandes contre bandes. Cela peut

4 – cf. les échanges des années 1940 entre Adorno, Horkheimer, Marcuse, Neumann et Pollock aboutissent à une théorie du racket comme forme spécifique de domination quand la lutte de classes a perdu de son caractère antagonique dans ce que Marx puis la revue *Invariance* appellent la domination réelle du capital.

Ainsi, LFI qui respecte le système parlementaire et la loi refuse d'être classé à l'extrême gauche par un pouvoir en place qui cherche à le sortir du camp démocratique, parce que « extrême » est devenu un mot inutilisable politiquement même pour elle. Il est maintenant jugé aussi déraisonnable que ce qui est censé l'accompagner, la violence politique, dans la mesure où celle-ci est déconnectée de ce qui l'a longtemps soutenue, à savoir l'idée de révolution et des groupements ou partis qui s'en réclamaient. Toute violence politique est alors vidée de son contenu et de ses principes pour être assimilée à une violence en général, qu'évidemment tout un chacun cherche à fuir si ce n'est à condamner.

Or aujourd'hui, le pouvoir et les médias nomment « ultra gauche » une mouvance « antifa » sans aucune référence théorique aux courants de l'ultragauche historique conseilliste ou bordiguiste, qui se déclaraient, eux, clairement communistes et contre ou très réticents envers tout front antifasciste¹¹.

L'analyse peut certes gagner en finesse comme chez le Pasolini des *Lettres luthériennes* dans lesquelles il écrit : « Il existe aujourd'hui une forme d'antifascisme archéologique qui est en somme un bon prétexte pour se décerner un brevet d'antifascisme réel. Il s'agit d'un antifascisme facile, qui a pour objet et objectif un fascisme archaïque qui n'existe plus et qui n'existera plus jamais. [...] Voilà pourquoi une bonne partie de l'antifascisme d'aujourd'hui ou, du moins, de ce que l'on appelle antifascisme, est soit naïf et stupide, soit prétextuel et de mauvaise foi ; en effet, elle combat, ou fait semblant de combattre, un phénomène mort et enterré, archéologique, qui ne peut plus faire peur à personne. C'est, en somme, un antifascisme de tout confort et de tout repos ». Mais il ne peut s'empêcher de dérailler en rajoutant : « Le fascisme peut revenir sur la scène à condition qu'il s'appelle anti-

11 – Le problème se posera concrètement pendant la république de Weimar pour l'Allemagne et en Autriche vis-à-vis de la social-démocratie contre le nazisme ; et pendant la révolution espagnole transformée peu à peu en guerre d'Espagne.

pas par une phase de fascisation à proprement parler, mais par des coups de force dont on voit mal d'où ils pourraient venir aujourd'hui. À ce sujet, la marche pour la prise du Capitole, malgré toutes les interprétations qu'on peut en donner, n'a rien à voir avec la marche sur Rome de Mussolini.

Double placage donc et double méprise sur la « fascisation » : par rapport aux États-Unis et par rapport à l'Europe. Du côté d'une possible fascisation des États-Unis, on oublie le fait que le fascisme n'y a que rarement et brièvement constitué un risque politique majeur malgré les tendances hitlerophiles de Lindberg¹⁰ et un maccarthysme plus anticomuniste que fasciste. Il a plutôt été une construction *ex nihilo* de la part d'ennemis de l'État classés à l'extrême gauche ; d'abord conduite par le parti communiste stalinien américain dans les années 1930, qui assimile fascisme hitlérien et « fascisme social » rooseveltien et enfin un raccourci théorique à valeur heuristique pour les mouvements subversifs des années 1960-1970 avec les Black Panthers, Angela Davis ou la notion de « fascisme sans dictature » avancée par Herbert Marcuse pour expliquer la répression contre la « nouvelle gauche ».

Aujourd'hui, du côté européen, on entend des appels à l'antifascisme comme si le fascisme était à l'ordre du jour comme dans les années 1930, alors que les exemples de « démocratie illibérale » au sein de l'UE montrent que la société capitalisée a absorbé fascisme et antifascisme au sein des différents types de régime démocratique, les réduisant à une bataille des imageries qui tend à remplacer maintenant l'ancienne bataille des idéologies. Il n'y a alors plus guère de démonstration ou d'argumentation et les mots n'ont plus guère de signification dans la novlangue du capital.

Le fascisme est confondu avec la répression, alors que celle-ci ne constitue pas un régime politique. Malgré les théories sur l'état d'exception, elle reste le plus souvent conjoncturelle, circonstancielle et plus ou moins limitée, parce qu'encore soumise aux lois et à la Constitution.

10 – cf. Philip Roth et son roman *Le Complot contre l'Amérique*.

être le cas comme on l'a vu parfois entre Black Bloc et forces de l'ordre, entre hooligans de différentes tendances, entre hooligans et une police elle-même réduite à une bande (la BAC en France, des unités spéciales en Italie⁵) ; et enfin entre bandes d'extrême droite et d'extrême gauche en train de défendre ce qu'ils voient comme leur pré carré, à savoir un territoire qu'ils cherchent à s'approprier sans que la population de ce quartier ait le moindre mot à dire sur le sujet. Ces « occupations » n'ont d'ailleurs nul caractère de classe puisqu'elles n'investissent pas les banlieues, mais d'ex-quartiers ouvriers aujourd'hui rénovés et « gentrifiés » pour les uns ou des quartiers à valeur symbolique chrétienne ou féodale pour les autres. C'est que dans les banlieues et ce qu'on appelle plus ou moins péjorativement « les quartiers » suivant qu'on y est à l'intérieur ou à l'extérieur, prospèrent et s'agitent d'autres types de bandes pratiquant des formes plus traditionnelles de racket à caractère mafieux et criminel, hermétiques, elles, à toute identité politique en termes d'extrême droite ou d'extrême gauche⁶, sauf peut-être encore en Italie et en Espagne où l'imprégnation fasciste et communiste pour la première, fasciste pour la seconde, y a perduré pour des raisons historiques, quitte à se ressourcer au travers des bandes de supporters (les « ultras »), qui à l'occasion animent des sortes de centres sociaux de secours populaire pour les nécessiteux de pure origine espagnole⁷.

La résultante de cette conflictualité fondée sur une ligne de base de désignation d'un ennemi souvent essentialisé des deux côtés (le raciste et le racisé) empêche toute compréhension en termes de dialectique des luttes, ce qui était quand même l'intérêt des conflits de classes. L'extrémisme apparent des positionnements apparaît alors d'autant plus absurde qu'il n'est le plus souvent qu'une posture sans influence politique, puisqu'elle est sans référence autre qu'abstraite à une quelconque révolution ou contre-révolution. Il s'insère ainsi parfaitement dans la pseudo-bataille culturelle actuelle.

5 – cf. Stefano Sollima et le film *A.C.A.B.: All Cops Are Bastards* (2012).

6 – L'islamisme radical, par exemple en France, ne rentre pas dans ces cadres.

7 – Sur ce sujet, cf. la série espagnole *Salvador*, accessible sur Netflix.

Si les Blacks Blocs sont parfois apparus comme une bande de par leur caractère identitaire, leur forme mouvante et au service « militaire » des mouvements ne les expose pas à l'accusation de bande-racket car s'ils s'organisent pour des tâches concrètes, ils fuient l'organisation au sens politique du terme, son centralisme et sa rigidité bureaucratique, sa dépendance envers des chefs. Il n'en est pas de même de nombreux groupes « antifa » dont le but premier est de se différencier et de se démarquer en tant que groupe, alors même que les Gilets jaunes ou les cortèges de tête avaient la volonté de ne pas se distinguer ou de ne le faire que dans la nécessité ou le choix de l'action en cours. Ainsi, comme on a pu le voir pendant le mouvement des Gilets jaunes, les groupes antifas ont souvent donné l'impression de ne se préoccuper que de leurs petites affaires avec la bande d'en face. Pendant les manifestations contre la réforme des retraites, leur slogan, *Siamo tutti antifascisti*, résonnait de façon particulièrement décalée et ridicule ; et correspondait tout à fait à ce que Jacques Camatte appelait un slogan de marketing rackettiste (cf. note 5).

SUR UN PROCESSUS DE FASCISATION

Il a été développé par les maos dans les années 1970 avec en particulier un article d'André Glucksmann sur le nouveau fascisme et l'assimilation entre gaullisme et fascisme dans la revue *Les Temps Modernes* de mai 1972, consacré à cette question. Dans le même ordre d'idée, on peut se reporter aux cours de Michel Foucault à Vincennes (1972) sur les rapports entre libéralisme et fascisme.

Certains commentateurs actuels de Foucault comme Jean-Claude Monod⁸ prétendent que Foucault aurait anticipé des aspects de la politique du second mandat de Trump, mais sans parvenir véritablement à montrer une analogie probante, car Foucault reste dans une compréhension classique du fascisme médiée par un antifascisme tout aussi

8 – Jean-Claude Monod, « Qu'est-ce qu'un processus de fascisation ? Penser Trump II avec Foucault », in *Le Grand Continent*.

classique qui ne prend pas encore en compte la crise spécifique de la forme État-nation qui est postérieure à son écrit.

Ces commentateurs actuels essaient pourtant d'utiliser sa perception d'une tendance à la dislocation de l'État en général, sans précision, au profit du développement d'une gouvernementalité non étatique qui passerait par les réseaux, par exemple Maga et une horizontalité que les Gafam ont reprise à leur compte et développée de leur côté, sans rapport autre que financier avec le pouvoir politique. Celle-ci côtoierait ou plutôt serait recouverte par une tendance à un exécutif fort, mais temporaire, parce qu'en théorie soumis en tout ou en partie au calendrier électoral et à la possibilité de l'alternance. Cet exécutif procède par coups de force éventuellement en discontinuité avec l'institution et sa légitimité et par là se heurte au principe de l'État de droit, qui bascule vers un droit de l'exécutif qui tend à se distinguer du droit de l'État (cf. les démêlés de Trump, Sarkozy et Netanyahu avec les juges). Mais l'analyse des maos et de Foucault ne fonctionne pas pour la France giscardienne, qui se dégage à peine du gaullisme et reste jacobine et organisée selon des hiérarchies qui restent largement traditionnelles, mélange de capitalisme patrimonial peu ouvert à la Bourse et de capitalisme technocratique, le pantouflage faisant le lien. Et surtout, cette actualisation de Foucault néglige le fait que dans la crise de sa forme nation, c'est l'État lui-même qui se réorganise sous la forme réseau.

La fixation actuelle sur Trump et donc sur les États-Unis élude aussi le fait fondamental que le fascisme a été une affaire avant tout européenne, et ceci dans une période précise, avec laquelle les continuités sont quasiment rompues. Pour ne prendre qu'un exemple, le fascisme historique est lié à la guerre et plus précisément à la défaite et aux conditions qui sont faites aux vaincus de la part des vainqueurs⁹. Il ne passe

9 – Emmanuel Todd prétend que le tournant autoritaire en cours aux États-Unis s'explique, non pas par une défaite passée, mais comme l'anticipation de celle à venir face à la Russie et plus largement aux BRICS. Thèse tarabiscotée, plus amusante que convaincante.